



Conseil économique et social

Distr. générale
22 novembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Fundación Global Democracia y Desarrollo et Global Foundation for Democracy and Development, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

L'émancipation économique des femmes est essentielle pour la réalisation des objectifs de développement durable et le progrès sur la base des objectifs du Millénaire pour le développement. La problématique hommes-femmes telle qu'elle est visée dans les objectifs de développement durable revêt un caractère plus complet car elle est intégrée dans des domaines variés, comme l'élimination de la pauvreté, l'emploi ou la production durable. Alors que les participants à la deuxième réunion du Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur l'émancipation économique des femmes ont partagé des expériences positives en ce qui concerne l'indépendance économique des femmes, Luiza Carvalho, Directrice régionale d'ONU-Femmes pour les Amériques et les Caraïbes, leur a rappelé que les femmes en Amérique latine restaient sous-représentées dans les milieux scientifique et technologique et a souligné qu'il était nécessaire que les États et d'autres parties prenantes mettent en œuvre des projets susceptibles de remédier à ce déséquilibre.

En effet, les femmes luttent pour avoir accès au marché du travail. Dans le rapport régional « Decent Work and Equal Gender » (Travail décent et égalité entre les sexes), élaboré conjointement en novembre 2013 par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et ONU-Femmes, le taux de chômage des femmes, qui s'élève à 9,1 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, représente 1,4 fois celui des hommes. De plus, la dernière édition du rapport du bureau régional de l'OIT, intitulé « Panorama Laboral » (Panorama du marché de l'emploi) souligne qu'après une hausse constante pendant les dernières années, le taux d'activité des femmes a atteint 49,5 % et le taux d'emploi s'élève à 45,5 %. Ces chiffres restent cependant inférieurs à ceux qui concernent les hommes, à savoir 71,3 % et 67,3 %, respectivement.

Dans le rapport de juin 2016, « Mapping and Gender Analysis » (Cartographie et analyse des sexes), élaboré avec le Bureau du Vice-Président, Lorenzo Jiménez de Luis, coordonnateur résident pour la République dominicaine, indique que les inégalités entre les sexes menacent le développement humain durable. Le rapport contient des recommandations socio-économiques pratiques, notamment la nécessité de multiplier les synergies entre les départements des ministères tels que le ministère de la Femme et les bureaux locaux, afin d'éviter la fragmentation des ressources et de promouvoir des politiques sociales novatrices qui réduisent les inégalités entre les sexes. Face à la sous-représentation évidente des femmes dans le domaine des technologies, leurs connaissances et leur expérience dans l'utilisation de ces outils ne sont pas prises en compte.

Ainsi, le potentiel des femmes en tant qu'agents de changement qui apportent des solutions novatrices facilitant le développement durable reste inexploité. L'un des axes principaux du rapport, et l'une des priorités de Global Foundation for Democracy and Development et de Fundación Global Democracia y Desarrollo, a donc été de proposer des programmes qui inversent la tendance en matière d'emploi mentionnée ci-dessus.

Comme indiqué dans le rapport du PNUD, les 92 centres communautaires de technologie ont été mis en place à travers le pays par le Bureau du Vice-Président dans certaines zones les plus pauvres afin de promouvoir le développement de la

communauté mais aussi de favoriser l'accès des femmes aux technologies, leur employabilité et leur intégration dans la société, ce qui contribue au rééquilibrage entre les sexes qui s'impose pour parvenir aux objectifs 4 et 5 de développement durable, relatifs à l'éducation de qualité et à l'égalité entre les sexes. Profitant à 75 000 personnes, les cours de formation des centres tels que le « Women's Network Program » (Programme réseau des femmes), font progresser l'égalité entre les sexes devant le savoir en encourageant l'accès aux technologies des jeunes femmes dominicaines aux ressources limitées et permettant des possibilités de formation dans les domaines spécialisés des technologies de l'information. L'initiative TecnoChicas, qui cible les jeunes filles âgées de 12 à 20 ans, vise à résorber la fracture numérique dans le pays et à offrir à ces dernières les meilleurs moyens de défendre leurs intérêts dans une carrière dans le domaine des technologies de l'information, conformément à la cible 5.5 des objectifs de développement durable.

Depuis 2013, des efforts supplémentaires ont été réalisés, notamment un accord entre le ministère de la Femme et le PNUD signé en 2014, lequel vise à élaborer un système de gestion pour l'égalité entre les sexes dans les organismes du secteur privé. Toutefois, il faut en faire davantage pour parvenir à l'égalité entre les sexes et à l'émancipation de toutes les femmes et les filles.

En tant qu'organisations de la société civile œuvrant pour le développement durable de la République dominicaine, Global Foundation for Democracy and Development et Fundación Global Democracia y Desarrollo soutiennent qu'il faut des politiques garantissant l'égalité entre les sexes sur le long terme et l'émancipation des femmes grâce à l'accès à l'éducation, à des perspectives économiques ainsi qu'à la pleine participation des femmes dans la société. Elles ont collaboré dans le cadre du prix « Globo Verde Dominicano Award », seul concours national en République dominicaine qui reconnaît et encourage la production de courts-métrages, de messages d'intérêt public et de travaux photographiques sur le thème de l'environnement. Grâce à cet événement annuel, les organisations ont promu le rôle des femmes dans les films sur l'environnement, lesquelles ont vu leur nombre augmenter au cours des trois dernières années avec 12 femmes sur les 28 réalisateurs présents à l'édition de cette année. De plus, 25 femmes sur 68 personnes ont participé à la production générale des courts-métrages à des postes allant de technicienne audiovisuelle à scénariste.

Les fondations ont accueilli les six dernières éditions du Festival annuel de la République dominicaine du film sur l'environnement afin de faire connaître et mieux comprendre les questions environnementales au public dominicain, tout en célébrant le patrimoine naturel du pays. Grâce à cette initiative phare, Global Foundation for Democracy and Development et Fundación Global Democracia y Desarrollo ont encouragé la participation des femmes aux questions liées à la protection de l'environnement et au processus technique de la réalisation de films en proposant des ateliers animés par d'autres professionnels de l'industrie cinématographique sur des thèmes allant du journalisme environnemental à des cours de réalisation. Depuis 2011, le festival propose un programme de six jours, avec plus de 140 projections réparties dans plus de 40 lieux dans 11 villes. Depuis, les fondations ont contribué à une augmentation de la participation des femmes de 40 %. Par ailleurs, le personnel du festival, qui compte 100 bénévoles, est constitué de 70 % de femmes, 45 % d'entre elles continuant à jouer un rôle actif dans l'industrie cinématographique.

En plus d'offrir des connaissances et des compétences techniques aux réalisatrices de films sur l'environnement, les fondations cherchent aussi à mettre en relief le rôle essentiel des technologies dans l'éducation pour le développement durable. En 2004, Global Foundation for Democracy and Development et Fundación Global Democracia y Desarrollo ont ainsi lancé un cours de formation à l'intention des enseignants, intitulé « Education and Technologies for Education » (Éducation et technologies pour l'éducation), axé sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les salles de classe. Les enseignants se voient délivrer un certificat en stratégies d'intégration des technologies à l'issue du cours. Le programme a été élaboré avec le ministère de l'Éducation, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, plusieurs universités dominicaines et Microsoft. Grâce à ce cours, ces derniers ont aidé à former plus de 35 000 enseignants, des femmes pour la plupart, à l'utilisation des TIC comme outil pédagogique, et ont encouragé les enseignants à participer à des compétitions internationales, dans le but d'attirer l'attention sur les projets pédagogiques efficaces menés dans le pays. Entre 2010 et 2015, dix enseignants dominicains, dont sept femmes, ont pris part à ces concours. De retour sur leur lieu de travail, elles sont devenues des chefs de file en matière d'éducation dans leur communauté, œuvrant pour que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité, dans l'esprit de l'objectif de développement durable 5.5.

Sur le plan individuel, les femmes dominicaines montrent la voie à suivre pour promouvoir l'égalité entre les sexes et l'entrepreneuriat. En 2011, Paola Santana, ancienne avocate en République dominicaine, a fondé Matternet, une jeune entreprise utilisant la technologie des drones électriques pour des services postaux. En partenariat avec des organismes tels que l'UNICEF ou l'Organisation mondiale de la Santé dans les pays en développement, ces drones relient les communautés rurales et les marchés, atténuant la pauvreté et livrant des produits et des médicaments indispensables. Dans son combat contre le handicap, Francina Hungria est une autre pionnière en matière d'émancipation des femmes. Victime des violences liées à l'utilisation d'armes à feu qui l'ont rendue aveugle, la jeune femme a malgré tout fondé la « Fundación Francina Hungría », à l'origine de la récente campagne « A Cane for You, a Place for Everyone » (Une canne pour toi, une place pour tout le monde) qui promeut la « sécurité pour les cannes blanches », afin que les personnes vivant avec des déficiences visuelles puissent mener une vie sûre et indépendante.

Ces exemples d'initiatives prouvent que l'émancipation des femmes est un élément indispensable au développement durable et à la croissance favorable aux pauvres. Pour y parvenir, il est nécessaire d'adopter une approche holistique et d'intégrer des perspectives tenant compte de la problématique hommes-femmes dès la phase d'élaboration des politiques et des programmes. Comme nous l'avons montré, des partenariats novateurs entre la société civile, les pouvoirs publics et le secteur privé peuvent contribuer à rétablir l'équilibre entre les sexes dans des domaines tels que l'accès aux technologies et aux nouveaux médias, et par là au développement durable. Associée aux principes de la durabilité environnementale (voir les ateliers du Festival dominicain du film sur l'environnement), cette approche du développement peut grandement contribuer à l'élimination des inégalités et à la réalisation objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La présente déclaration est appuyée par Fundación Global Democracia y Desarrollo et Global Foundation for Democracy and Development.
